



CHAPITRE 112

Loi constituant en corporation Les Dominicaines du Rosaire

[Sanctionnée le 16 juillet 1964]

Préambule.

ATTENDU que Régina Doyon, en religion Sœur Madeleine-des-Anges, ayant son domicile en la cité des Trois-Rivières, prieure générale de la congrégation religieuse des Sœurs Dominicaines du Rosaire, a, par sa pétition, représenté :

Qu'il existe dans la province, une congrégation religieuse connue sous le nom de "Les Dominicaines du Rosaire", ci-après appelée "la congrégation";

Qu'une corporation connue sous le nom de "Les Dominicaines du Rosaire" a été constituée par la loi 1 George V (2e session), chapitre 108, pour permettre aux membres de la congrégation de poursuivre leurs fins;

Que depuis la constitution de cette corporation, la congrégation s'est beaucoup développée et continue de progresser;

Que les pouvoirs, droits et privilèges de cette corporation ne sont plus suffisamment appropriés et que la structure même de cette corporation ne répond plus aux besoins actuels;

Qu'il s'avère nécessaire qu'une corporation dotée de pouvoirs appropriés soit constituée pour permettre à la congrégation de poursuivre ses fins;

Que la corporation connue sous le nom de Les Dominicaines du Rosaire a consenti à la présentation de la pétition;

Que Son Excellence Monseigneur Georges-Léon Pelletier, évêque catholique romain du diocèse de Trois-Rivières, où se trouve la maison-mère de la congrégation,

CHAPTER 112

An Act to incorporate Les Dominicaines du Rosaire

[Assented to 16th July 1964]

Preamble.

WHEREAS Regina Doyon, in religion Sister Madeleine-des-Anges, residing in the city of Trois-Rivières, prioress general of the religious congregation of Les Sœurs Dominicaines du Rosaire, has, by her petition, represented :

That there is in the province a religious congregation called "Les Dominicaines du Rosaire," hereinafter called "the congregation";

That a corporation called "Les Dominicaines du Rosaire" was incorporated by the act 1 George V (2nd session), chapter 108, to enable the members of the congregation to pursue their objects;

That since the inception of such corporation, the congregation has greatly expanded and still continues to progress;

That the powers, rights and privileges of such corporation are no longer sufficient and its very structure is not adapted to present needs;

That it has become necessary that a corporation with suitable powers be constituted to enable the congregation to pursue its objects;

That the corporation called Les Dominicaines du Rosaire has consented to the presenting of the petition;

That His Excellency Monsignor Georges-Léon Pelletier, Roman Catholic bishop of the diocese of Trois-Rivières, where the mother house of the congregation is

a donné son assentiment à la présentation de cette pétition;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi aux fins ci-dessus et qu'il y a lieu de faire droit aux demandes contenues dans sa pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Constitu-
tion.

Nom.

Siège
social.

Membres.

Fins.

Pouvoirs,
etc.

1. Une corporation, ci-après appelée "la corporation", est constituée par la présente loi sous le nom de "Les Dominicaines du Rosaire".

2. Le siège social de la corporation est en la cité de Trois-Rivières.

3. Les personnes qui sont ou deviendront membres de la congrégation et qui sont ou seront attachées à une maison de la congrégation située en la province de Québec, sont membres de droit de la corporation mais seulement tant qu'elles y demeurent ainsi attachées et qu'elles restent membres de la congrégation.

4. Les fins de la corporation sont la religion, la charité et l'éducation.

5. La corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et peut spécialement:

a) avoir un sceau et le modifier à volonté;

b) ester en justice;

c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute œuvre ou entreprise en relation avec ses fins;

d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des résidences de religieuses, juvénats, scolasticats, noviciats, chapelles, maisons de retraite, hospices, refuges, maisons de repos, orphelinats, crèches, ouvroirs, asiles, foyers d'accueil, écoles maternelles, maisons d'enseignement ou d'éducation, bibliothèques et terrains de jeux ainsi que des infirmeries conformément aux dispositions du paragraphe a de l'article 1 de la Loi des hôpitaux;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal et spécialement par

situé, has consented to the presenting of such petition;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act for the aforesaid purposes and it is expedient to grant the prayers contained in her petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. A corporation, hereinafter called "the corporation", is created by this act under the name of "Les Dominicaines du Rosaire".

2. The corporate seat of the corporation shall be in the city of Trois-Rivières.

3. The persons who are or shall become members of the congregation and who are or shall be assigned to a house of the congregation situated in the Province of Quebec shall be members of right of the corporation, but only as long as they remain so assigned and remain members of the congregation.

4. The objects of the corporation shall be religion, charity and education.

5. The corporation shall have the powers, rights and privileges of ordinary corporations and may, in particular:

a. have a seal and alter it at will;

b. appear before the courts;

c. acquire, establish, maintain, administer and manage any work or undertaking related to its objects;

d. acquire, establish, possess, maintain, administer and manage residences for nuns, juvenates, novitiates, scholasticates, chapels, retreats, hospices, refuges, rest homes, orphanages, crèches, workrooms, asylums, guest-houses, kindergartens, educational and teaching establishments, libraries and playgrounds as well as infirmaries in conformity with the provisions of paragraph a of section 1 of the Hospitals Act;

e. bind itself and bind others towards it in any legal manner and especially by

lettre de change, billet ou autre effet négociable;

f) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi;

g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ses biens meubles ou les grever d'une autre charge, pour assurer le remboursement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

h) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

i) notwithstanding les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommiss conformément à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1941, chapitre 280) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires;

k) aider toute personne poursuivant une fin similaire à l'une des siennes ou toute corporation constituée en vertu des dispositions de l'article 24 de la présente loi, lui céder tout bien, gratuitement ou non, lui faire des prêts, cautionner ou garantir ses obligations ou engagements;

l) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre;

n) établir et maintenir des cimetières et ériger des caveaux dans ses chapelles pour y déposer la dépouille mortelle de ses membres, de ses bienfaiteurs ou de toute personne liée à la corporation par quelque relation en se conformant à la Loi des inhumations et exhumations (Statuts refondus, 1941, chapitre 316) et faire tenir les registres de l'état civil constatant ces inhumations et exhumations par le ministre du culte désigné par le clerc exerçant la fonction d'évêque catholique romain du diocèse où se trouve le siège social de la corporation;

bill of exchange, note or other negotiable instrument;

f. borrow money on its credit by any method recognized by law;

g. hypothecate or pledge its immovables, give in security or otherwise encumber its moveable property to secure the repayment of its loans or the carrying out of its obligations;

h. issue bonds or other titles of indebtedness or securities and sell, exchange, mortgage or pledge the same;

i. notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge, while retaining possession thereof, moveable and immovable property, present and future, to secure the payment of the bonds or securities issued, give a part only of such guarantees for the same objects, and constitute such hypothec, mortgage or pledge by trust deed in accordance with the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 280) or any act that may replace it;

j. invest its funds in any manner deemed suitable, either in its own name or in the name of trustees;

k. assist any person pursuing any object similar to any of its own, or any corporation constituted under section 24 of this act, cede any property, gratuitously or not, and make loans to, and secure or guarantee the obligations and engagements of such person or corporation;

l. accept any gift, legacy or other liberality;

m. acquire, possess, administer and alienate any moveable or immovable property, by all legal methods and under any title;

n. establish and maintain cemeteries and erect vaults in its chapels for the disposal of the mortal remains of its members, benefactors or any person connected in any way with the corporation, in conformity with the Burial Act (Revised Statutes, 1941, chapter 316) and cause to be kept the registers of civil status for such burials and disinterments by the minister of religion designated by the clergyman acting as Roman Catholic bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated;

o) ériger, détenir, réparer, aménager, améliorer, transformer et utiliser toutes constructions et ouvrages utiles à la poursuite de ses fins, qu'il s'agisse d'immeubles dont la corporation est propriétaire ou d'immeubles dont elle a seulement la jouissance, et contribuer ou aider de toute manière à l'érection, à l'aménagement et à l'entretien de tels ouvrages et constructions;

p) pourvoir à la formation, à l'instruction, à la subsistance et à l'entretien de ses membres, des personnes à son service et de celles qui ont quelque relation avec elle;

q) céder ou aliéner autrement la totalité ou une partie de ses entreprises et œuvres gratuitement ou en disposer ou les vendre pour toute considération jugée appropriée;

r) conclure avec toute autorité publique des arrangements de nature à favoriser la poursuite de ses fins, les mettre en œuvre, exercer les droits et privilèges qui en résultent et remplir les obligations qui en découlent;

s) demander, favoriser et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou disposition législative ou administrative qui serait de nature à lui profiter directement ou indirectement et s'opposer à toutes procédures ou demandes qui peuvent être de nature à nuire directement ou indirectement à ses intérêts;

t) conclure avec toute personne, société ou corporation poursuivant ou se proposant de poursuivre des entreprises, des œuvres ou des opérations qui peuvent lui être profitables, des conventions relatives à une coopération mutuelle et à toutes autres fins similaires; faire partie de tout groupement, devenir membre de toute association ou corporation, ou devenir actionnaire de toute compagnie poursuivant des entreprises ou activités qui peuvent l'aider dans la mise en œuvre de ses pouvoirs.

o. erect, hold, repair, equip, improve, transform and utilize any buildings and works suitable for the pursuit of its objects whether they are immoveables owned by the corporation or those of which it has the enjoyment only, and contribute to or aid in any manner in the erection, equipment and maintenance of such works and buildings;

p. provide for the education, instruction, sustenance and support of its members, of persons in its service, and of those connected with it;

q. cede or otherwise alienate all or any part of its undertakings and works gratuitously, or dispose of or sell the same for any consideration deemed sufficient;

r. make with any public authority arrangements calculated to further the pursuit of its ends, carry out the same and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations resulting therefrom;

s. solicit, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or provision, legislative or administrative, which may seem calculated to benefit it directly or indirectly and oppose any proceeding or application of such a nature as directly or indirectly to prejudice its interests;

t. make with any person, society or corporation carrying on or intending to carry on enterprises, works or activities which may be advantageous to it, agreements for mutual co-operation and for any other similar purposes; join any group or become a member of any association or corporation or become a shareholder of any company pursuing undertakings or activities calculated to assist it in the exercise of its powers.

Immeubles non utilisés.

6. La corporation doit disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

6. The corporation must dispose, within a reasonable time, of immoveables which, for a period of seven consecutive years, have not been used for the pursuit of its objects.

Immoveables not utilized.

- Réglementation.** **7.** La corporation, préalablement autorisée par son conseil de consultants, ci-après mentionné, peut, à l'occasion, par règlement, établir, modifier et abroger des dispositions concernant:
- a) sa régie interne;
 - b) la nomination, les fonctions, les devoirs et les pouvoirs de ses officiers, agents et serviteurs;
 - c) la constitution et la régie d'un conseil d'administration, de comités exécutifs, de comités spéciaux et d'organismes et la nomination de titulaires pour la poursuite de ses fins;
 - d) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, œuvres et entreprises;
 - e) la poursuite, d'une manière générale, de ses fins.
- Fondations.** **8.** La corporation peut accepter des fondations pour fins religieuses, charitables, éducatives ou d'assistance et, conséquemment, recevoir, comme dépositaire légal, ministre fiduciaire, légataire ou donataire, les biens donnés ou transmis par donation, testament ou autrement par le fondateur et s'obliger, comme tel, à accomplir les charges établies par ce dernier, la corporation n'étant tenue de leur accomplissement que sur les biens de la fondation et non sur son patrimoine personnel.
- Patrimoine distinct.** Les biens de chaque fondation forment un patrimoine distinct qui doit être géré et administré individuellement et pour lequel une comptabilité distincte doit être tenue. La corporation exerce sur chacun de ces patrimoines les droits d'un propriétaire absolu et peut employer un sceau particulier pour chacun.
- Autorisation pour accepter.** La corporation doit être spécialement autorisée par le clerc exerçant, à l'occasion, la fonction d'évêque catholique romain de l'endroit où est situé le siège social de la corporation pour accepter de telles fondations; elle ne peut placer les biens qui en font partie que si elle y est autorisée par ce clerc et elle doit les administrer sous la surveillance de ce dernier.
- Dots.** **9.** Les dots constituées par ses membres ou pour eux sont considérées comme des fondations faites sous le régime de l'article précédent, tant qu'elles ne sont
- By-laws.** **7.** The corporation, previously authorized by its council of advisers hereinafter mentioned, may, as occasion arises, make by-laws enacting, amending and repealing provisions respecting:
- a. its internal management;
 - b. the appointment, functions, duties and powers of its officers, agents and servants;
 - c. the constitution and management of a board of management, executive committees, special committees and boards and the appointment of officers for the pursuit of its objects;
 - d. the management, administration and control of its property, works and undertakings;
 - e. the pursuit of its objects generally.
- Endowments.** **8.** The corporation may accept endowments for religious, charitable, educational or welfare purposes and consequently receive, as legal depositary, fiduciary agent, legatee or donee, the property given or transferred by gift, will or otherwise by the founder and bind itself, as such, to carry out the charges established by the latter, the corporation being bound to carry out the same with the property of the endowment only and not with its personal assets.
- Distinct patrimony.** The property of each endowment shall constitute a distinct patrimony which must be managed and administered separately, and for which separate accounts shall be kept. The corporation shall exercise the rights of absolute owner in respect of each such patrimony and may use a special seal for each.
- Authorization to accept.** The corporation must be specially authorized by the clergyman for the time being acting as Roman Catholic Bishop of the place where the corporate seat of the corporation is situated to accept such endowments; it may invest the property thereof only if so authorized by such clergyman and must administer the same under his supervision.
- Settlements.** **9.** Settlements constituted by or for its members shall be considered as endowments made under the preceding section as long as they have not become

pas devenues la propriété définitive de la corporation.

the permanent property of the corporation.

Change-
ment de
nom ou de
siège
social.

10. Avec le consentement de son conseil de consultants et l'autorisation du secrétaire de la province, la corporation peut changer son nom ou le lieu de son siège social, qui doit toujours être fixé dans la province. Une telle modification entre en vigueur le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*.

10. The corporation, with the consent of its council of advisers and the authorization of the Provincial Secretary, may change its name or the place of its corporate seat, which must always remain in the province. Such change shall come into force on the sixtieth day after the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*.

Change of
name or
corpo-
rate seat.

Fonds
d'amor-
tissement.

11. La corporation doit établir un fonds d'amortissement pour toutes ses émissions de bons ou d'obligations qui ne sont pas remboursables par annuités.

11. The corporation must establish a sinking-fund for all issues of its bonds or debentures not payable by annual instalments.

Sinking-
fund.

Copie de
tout acte
de fiducie.

La corporation doit conserver à son siège social une copie authentique de tout acte de fiducie qu'elle a consenti; tout intéressé, à l'occasion, et sans frais, peut consulter cette copie et en prendre extrait.

The corporation must keep at its corporate seat an authentic copy of every trust deed to which it has become a party, and any person interested may refer to such copy and even make extracts therefrom at any time and without cost.

Copy of
trust deed.

Activités
des mem-
bres.

12. Tout membre de la corporation peut mettre ses activités au service de cette dernière et en arrêter les conditions par une convention qui produit alors ses effets, nonobstant toute loi contraire, tant que le membre fait partie de la corporation.

12. Any member of the corporation may devote her activities to the service of the corporation and establish the conditions thereof by a contract which shall then have effect notwithstanding any law to the contrary, as long as she is a member of the corporation.

Activities
of mem-
bers.

Désigna-
tion des
membres.

13. Tout membre de la corporation peut se désigner et être désigné pour toutes fins sous le nom qu'il porte en religion.

13. Any member of the corporation may designate herself and be designated for all purposes by the name she bears in religion.

Designa-
tion of
members.

Demande
de dissolu-
tion par
membre,
prohibée,
etc.

14. Aucun membre de la corporation ne peut en demander la dissolution, ni réclamer de la corporation, s'il cesse d'en être membre, aucune compensation pour le travail accompli alors qu'il en était membre.

14. No member of the corporation can demand its dissolution or claim from it, on ceasing to be a member thereof, any compensation for work done while she was a member thereof.

Members'
rights re-
stricted.

Représen-
tation des
membres
par la cor-
poration.

15. La corporation représente ses membres et peut, sous son nom, mais pour leur bénéfice, exercer leurs droits civils pour les biens qu'ils peuvent posséder ou acquérir; elle peut tant en demande qu'en défense ou en toute autre qualité:

15. The corporation represents its members and may in its name, but for their benefit, exercise their civil rights respecting the property they may own or acquire; it may, either as plaintiff or as defendant or in any other capacity:

Corpora-
tion rep-
resents
members.

a) exercer en justice leurs recours qui n'ont pas été institués;

a. exercise their judicial recourse when proceedings have not already been instituted;

b) de sa propre autorité, en tout état de cause, reprendre l'instance instituée par eux, malgré leur capacité de la continuer.

Recours.

La corporation peut aussi exercer à son bénéfice et conjointement avec les autres bénéficiaires, s'il en existe, les recours en justice pour réclamer les dommages lui résultant du décès accidentel d'un de ses membres.

b. of its own motion and at any stage of the proceedings, continue any suit commenced by them, despite their capacity to continue the same.

The corporation may also exercise for its benefit and in conjunction with the other beneficiaries, if any, such recourses in damages as are provided by law in case of the accidental death of any of its members.

Prieure générale.

16. Les droits et pouvoirs de la corporation sont exercés par la religieuse occupant à l'occasion la fonction de prieure générale de la congrégation.

Autorisation par le conseil de consultants.

Cependant la corporation doit être préalablement autorisée par son conseil de consultants pour exercer son pouvoir de réglementation prévu à l'article 7 et pour poser les actes assujettis par la présente loi et par ses règlements à une telle autorisation.

Membres de ce conseil.

Les religieuses occupant à l'occasion la fonction de membre du conseil de la prieure générale de la congrégation, ainsi que les membres qui seront à l'occasion désignés comme consultants par la corporation conformément à ses règlements, sont membres de ce conseil de consultants.

16. The rights and powers of the corporation shall be exercised by the nun holding for the time being the office of prioress general of the congregation.

The corporation must however previously be authorized by its council of advisers to exercise the power to make by-laws enacted in section 7 or to perform any acts which, by this act or the by-laws of the corporation, are subject to such authorization.

The nuns acting for the time being as members of the council of the prioress general of the congregation, as well as the members appointed from time to time as advisers by the corporation in accordance with its by-laws, shall be members of such council of advisers.

Déclaration.

17. La corporation doit produire, au greffe de la Cour supérieure dans le district où se trouve son siège social, une déclaration contenant les renseignements prévus au paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des déclarations des compagnies et des sociétés (Statuts refondus, 1941, chapitre 277); la corporation doit aussi faire une semblable déclaration dans les cas visés au paragraphe 4 du même article.

17. The corporation shall file in the office of the Superior Court in the district where its corporate seat is situated a declaration containing the information provided for in subsection 2 of section 2 of the Partnership Declaration Act (Revised Statutes, 1941, chapter 277); the corporation shall also make a similar declaration in the cases contemplated in subsection 4 of the same section.

Registres.

18. La corporation doit tenir à son siège social un ou plusieurs registres contenant:

- a) une copie de la présente loi;
- b) les règlements adoptés en vertu des pouvoirs conférés par la présente loi;
- c) les nom, prénoms, nationalité, adresse et occupation de chaque membre de la corporation, en indiquant pour chacun, son nom en religion, la date de son admission dans la corporation et celle où il a cessé d'en être membre;

18. The corporation must keep at its corporate seat one or more registers containing:

- a. a copy of this act;
- b. the by-laws made in virtue of the powers conferred by this act;
- c. the surname, given names, nationality, address and occupation of every member of the corporation indicating, as regards each, her name in religion, the date of her admission to the corporation and the date when she ceased to be a member thereof;

d) les nom et prénoms de chaque membre exerçant la fonction de prieure générale de la congrégation, en indiquant la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'occuper cette fonction;

e) les nom, prénoms, et occupation de chaque membre du conseil de consultants de la corporation, en indiquant pour chacun la date de son entrée en fonction et celle où il a cessé d'occuper cette fonction;

f) un résumé des dispositions des fondations acceptées sous le régime de l'article 8;

g) les créances garanties par hypothèque sur ses immeubles en indiquant pour chacune le principal, une description sommaire des immeubles hypothéqués et le nom du créancier ou, pour les émissions de bons, le nom du fiduciaire.

Force
probante.

Ces registres font preuve *prima facie* de ce qui est énoncé; il en est de même des extraits revêtus du sceau de la corporation et certifiés par la secrétaire de la corporation.

Consulta-
tion, etc.

Toute personne intéressée peut les consulter et en obtenir, à ses frais, un extrait certifié.

Certificat
de mem-
bre.

19. Un certificat du chancelier de l'évêché de Trois-Rivières ou, suivant le cas, du diocèse comprenant dans ses limites l'endroit où est situé le siège social de la corporation, constitue pour toutes fins la preuve qu'une personne est membre de la corporation, fait partie de son conseil de consultants ou occupe une fonction visée à la présente loi ou aux règlements de la corporation.

Dissolu-
tion.

20. A la requête de la corporation, le secrétaire de la province peut déclarer cette corporation dissoute; cette requête doit cependant avoir été approuvée par le conseil de consultants de la corporation et par le clerc exerçant à l'occasion la fonction d'évêque catholique romain du diocèse comprenant dans ses limites l'endroit où est situé le siège social de la corporation; cette dissolution ne prend effet qu'à compter du sixantième jour qui suit la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*. Au cas de telle dissolution, les biens de la corporation sont dévolus à l'évêque ca-

d. the surname and given names of every member holding the office of prioress general of the congregation, indicating the date of her entry into office and the date when she ceased to hold it;

e. the surname, given names and occupation of every member of the council of advisers of the corporation indicating, as regards each, the date of her entry into office and the date when she ceased to hold it;

f. a summary of the provisions of the endowments accepted under section 8;

g. the debts secured by hypothec on its immoveables, indicating for each the principal, a summary description of the immoveables hypothecated and the name of the creditor or, as regards bond issues, the name of the trustee.

Such registers shall make *prima facie* proof of their contents, as shall extracts under the seal of the corporation and certified by its secretary.

Proof of
contents.

Any person interested may consult them and obtain a certified extract therefrom at his own expense.

Examina-
tion, etc.

19. A certificate of the chancellor of the bishopric of Three Rivers or of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated, as the case may be, shall constitute proof for all purposes that a person is a member of the corporation or a member of its council of advisers or holds an office contemplated by this act or the by-laws of the corporation.

Certificate
of mem-
bership.

20. Upon petition by the corporation, the Provincial Secretary may declare the corporation dissolved; but such petition must have been approved by the council of advisers of the corporation and by the clergyman acting for the time being as Roman Catholic bishop of the diocese where the corporate seat of the corporation is situated; such dissolution shall take effect only from the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*. In the case of such dissolution, the property of the corporation, after payment of its debts and performance of its obligations, shall revert

Disso-
lution.

tholique romain de ce diocèse, après paiement de ses dettes et exécution de ses obligations.

to the Roman Catholic bishop of such diocese.

Donations
autorisées.

21. Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois de la province sont autorisées à consentir et à faire à la corporation les donations qu'elles jugent convenables et à en acquitter les considérations, pour aider à défrayer le coût de construction et d'entretien de ses établissements, dépendances et succursales, et ce, par résolution adoptée à la majorité des administrateurs présents à une assemblée convoquée à cette fin pourvu qu'il y ait quorum.

21. Notwithstanding any contrary or incompatible provision, corporations constituted under the laws of the province are authorized to grant and to make to the corporation such gifts as they deem expedient and to pay the consideration thereof to help defray the cost of construction and maintenance of its establishments, dependencies and branches, and this may be done by resolution passed by a majority of the directors present at a meeting called for such purpose, provided that there be a quorum at such meeting.

Gifts by
corporations.

Formation de
corporations
subsidiaries.

22. 1. Sur présentation d'une requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant en corporation, pour l'une ou plusieurs des fins mentionnées à l'article 4, toute maison, province, conseil, comité, titulaire, organisme ou œuvre de la congrégation. La requête doit indiquer le nom de la nouvelle corporation, ses fins ou objets, le lieu de son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouira et les règles qui la régiront pour l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres ou de son unique membre ou, selon le cas, de ses administrateurs, et de son visiteur.

22. 1. Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may issue, on such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal of the Province incorporating, for one or more of the purposes mentioned in section 4, any house, province, council, committee, officer, board or undertaking of the congregation. The petition shall state the name of the new corporation, its purposes or objects, the location of its corporate seat, the powers, rights and privileges which it shall enjoy and the rules for the exercise of its powers and the appointment of its members or its sole member or of its directors and its visitor, as the case may be.

Incorporation of
subsidiaries.

Avis.

2. Un avis de l'émission de ces lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

2. Notice of the issuing of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Notice.

Changement des
fins, etc.

3. A la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes supplémentaires, modifier les fins et pouvoirs de cette corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice. Un avis de ces lettres patentes supplémentaires est alors publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

3. Upon petition by a corporation constituted under this section the Lieutenant-Governor, by supplementary letters patent, may amend the objects and powers of such corporation as well as the rules established for the exercise thereof. Notice of such supplementary letters patent shall then be published in the *Quebec Official Gazette*.

Change of
objects,
etc.

Dissolution.

4. Sur présentation d'une requête d'une corporation constituée en vertu du présent article, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute et cette dissolution ne prend effet que le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

4. Upon the petition of a corporation incorporated under this section, the Provincial Secretary may declare it dissolved and such dissolution shall not take effect until the sixtieth day following the publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*.

Dissolution.

Dévolu-
tion des
biens.

5. Au cas de dissolution, les biens de la corporation dissoute sont dévolus à la corporation constituée par la présente loi, après paiement de ses obligations.

5. In case of dissolution, the property of the dissolved corporation, after payment of its obligations, shall revert to the corporation incorporated by this act. Rever-
sion of
property.

Succes-
sion.

23. A la requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, par les lettres patentes constituant une corporation sous le régime de l'article précédent, décréter que cette corporation succède à une corporation alors existante, et déclarer cette dernière éteinte, pourvu que cette dernière y ait consenti par résolution de son ou de ses administrateurs, ou de son ou ses membres, selon le cas.

23. Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may, by the letters patent incorporating a corporation under the preceding section, enact that such corporation succeeds a corporation then existing and declare the latter dissolved, provided the latter has agreed thereto by resolution of its director or directors or its members, as the case may be. Succes-
sion.

Idem.

A la requête d'une corporation constituée sous le régime de l'article précédent, le lieutenant-gouverneur peut édicter une disposition semblable en faveur de la corporation requérante et la faire succéder à une corporation semblable qui a donné son assentiment par son administrateur ou ses administrateurs.

Upon petition by a corporation incorporated under the preceding section, the Lieutenant-Governor may make a similar provision in favour of the petitioning corporation and cause it to succeed a similar corporation which has agreed thereto by its director or directors. Idem.

Transfert
de droits,
etc.

La corporation qui succède à la corporation éteinte est saisie de tous ses droits, biens et privilèges et est tenue de ses obligations de la date d'émission de telles lettres patentes; toute disposition de biens faite en faveur de la corporation éteinte est considérée faite à la corporation qui lui succède et toute procédure qui aurait pu être commencée par la corporation éteinte ou contre elle peut être valablement commencée ou continuée par la corporation qui lui succède ou contre elle.

The corporation succeeding the corporation dissolved shall be vested with all its rights, property and privileges and bound by its obligations from the date of issue of such letters patent; any disposition of property made in favour of the corporation dissolved shall be considered as made to the corporation succeeding it and all proceedings that might have been commenced by or against the corporation dissolved may validly be commenced or continued by or against the corporation succeeding it. Transfer
of rights,
etc.

Enregis-
trement.

La corporation qui succède doit faire enregistrer, suivant les lois d'enregistrement, aux bureaux des circonscriptions dans lesquelles sont situés les immeubles, une déclaration faisant connaître la transmission des immeubles résultant de la présente loi et des dispositions de ses lettres patentes et décrivant suivant la loi les immeubles ainsi transmis.

The succeeding corporation shall cause to be registered in conformity with the laws of registration, at the registry offices of the places where its immovables are situated, a declaration showing the transfer of immovables resulting from this act and from the provisions of its letters patent and describing according to law the immovables so transferred. Registra-
tion.

Corpora-
tion pour
exploiter
hôpital.

24. 1. Sur présentation d'une requête de la corporation, le lieutenant-gouverneur peut, aux conditions qui y sont énoncées, délivrer sous le grand sceau de la province des lettres patentes constituant une corporation aux fins de posséder, maintenir et exploiter un hôpital. La requête doit indiquer le nom de la nouvelle corporation, ses fins ou objets, le lieu de

24. 1. Upon petition by the corporation, the Lieutenant-Governor may issue, upon such conditions as are therein set out, letters patent under the Great Seal of the Province constituting a corporation for the purpose of owning, maintaining and operating a hospital. The petition shall state the name of the new corporation, its purposes or objects, the location Corpora-
tion to
operate
hospital.

son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges dont elle jouira et les règles qui la régiront pour l'exercice de ses pouvoirs et la désignation de ses membres et de ses administrateurs ainsi que de son visiteur s'il y a lieu.

Avis. 2. Un avis de ces lettres patentes doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Change-
ment, etc.,
de fins. 3. A la requête d'une corporation constituée sous le régime du présent article, le lieutenant-gouverneur peut, par lettres patentes supplémentaires, modifier les fins et pouvoirs de cette corporation ainsi que les règles établies pour leur exercice. Un avis de ces lettres patentes supplémentaires est alors publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dissolu-
tion. 4. Sur présentation d'une requête d'une corporation constituée en vertu du présent article, le secrétaire de la province peut la déclarer dissoute aux conditions qu'il détermine et cette dissolution ne prend effet que le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cette fin dans la *Gazette officielle de Québec*.

Disposi-
tions
applica-
bles. Toutes les dispositions actuelles et futures de la Loi des hôpitaux, des règlements faits en vertu de cette loi et de leurs modifications, s'appliquent à toute corporation constituée en vertu du présent article et une telle corporation ne doit pas y déroger.

1 Geo. V
(1911), c.
108, ab. **25.** La loi 1 George V (2e session), chapitre 108, est abrogée. La corporation connue sous le nom de "Les Dominicaines du Rosaire", constituée par la loi abrogée, est dissoute.

Succes-
sion, etc. La corporation constituée par la présente loi succède à la corporation éteinte, est saisie et déclarée propriétaire des biens appartenant à cette dernière et est tenue de ses dettes et obligations; les dispositions de biens faites en faveur de la corporation éteinte et les procédures qui auraient pu être commencées par cette corporation éteinte ou contre elle, peuvent être valablement commencées ou continuées par la corporation présentement constituée ou contre elle.

Enregis-
trement. La corporation doit faire enregistrer, suivant les lois d'enregistrement, aux bureaux d'enregistrement des circonscriptions où sont situés les immeubles, une

of its head office, the powers, rights and privileges which it shall enjoy and the rules for the exercise of its powers and the designation of its members and directors, and also its visitor if necessary.

2. Notice of such letters patent shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

3. Upon petition by a corporation constituted under this section, the Lieutenant-Governor, by supplementary letters patent, may amend the objects and powers of such corporation as well as the rules established for their exercise. Notice of such supplementary letters patent shall then be published in the *Quebec Official Gazette*.

4. Upon petition by a corporation incorporated under this section, the Provincial Secretary may declare it dissolved on such conditions as he shall determine, and such dissolution shall not take effect until the sixtieth day following the publication of a notice to such effect in the *Quebec Official Gazette*.

All the present and future provisions of the Hospitals Act, of the regulations made thereunder, and of their amendments, shall apply to any corporation incorporated under this section and no such corporation shall derogate therefrom.

25. The act 1 George V (2nd session), chapter 108, is repealed. The corporation called "Les Dominicaines du Rosaire", constituted by the repealed act, is dissolved.

The corporation constituted by this act succeeds the dissolved corporation, is seized and declared owner of the property of the latter and is responsible for its debts and obligations; dispositions of property made in favour of the dissolved corporation and any proceedings which might have been commenced by or against it may be validly commenced or continued by or against the corporation constituted by this act.

The corporation shall cause to be registered in conformity with the law respecting registration, in the offices of the registration divisions where the im-

déclaration faisant connaître la transmission des biens résultant de la présente loi et décrivant suivant la loi les immeubles ainsi transportés.

moveables are situated, a declaration setting forth the transmission of property resulting from this act and describing according to law the immoveables so transmitted.

Disposi-
tions sau-
vegardées.

26. Aucune disposition de la présente loi ne déroge aux dispositions de la Loi des hôpitaux, de la Loi de l'assurance-hospitalisation et des lois qui régissent l'exercice de la médecine, de l'art dentaire et de la pharmacie, ni aux règlements faits en vertu de ces lois, et les pouvoirs accordés par la présente loi doivent être exercés conformément à ces dispositions et règlements.

26. No provision of this act shall derogate from the provisions of the Hospitals Act, the Hospital Insurance Act, the laws governing the practice of medicine, dentistry or pharmacy or the regulations made under such laws or acts, and the powers granted by this act shall be subject to such provisions and regulations. Provisions
safe-
guarded.

Entrée en
vigueur.

27. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

27. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.